

Gazette
officielle
DU Québec

Partie

2

N° 51A

22 décembre 2011

Lois et règlements

143^e année

Sommaire

Table des matières
Projets de règlement
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2011

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (L.R.Q., c. C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, édicté par le décret n° 1259-97 du 24 septembre 1997, modifié par le Règlement modifiant le Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* édicté par le décret n° 264-2004 du 24 mars 2004 (2004, G.O. 2, 1636). La Partie 1, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 « Lois et règlements » et sa version anglaise Part 2 « Laws and Regulations » sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01 dans Internet, à l'adresse suivante :

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Contenu

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées avant leur publication dans le recueil annuel des lois ;
- 2° les proclamations des lois ;
- 3° les règlements adoptés par le gouvernement, un ministre ou un groupe de ministres ainsi que les règlements des organismes gouvernementaux et des organismes parapublics visés par la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) qui, pour entrer en vigueur, sont soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres ;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement ;
- 5° les règlements et les règles adoptés par un organisme gouvernemental qui, pour entrer en vigueur, ne sont pas soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres, mais dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement ;
- 6° les règles de pratique adoptées par les tribunaux judiciaires et quasi judiciaires ;
- 7° les projets des textes mentionnés au paragraphe 3° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant leur adoption ou leur approbation par le gouvernement.

Édition anglaise

À l'exception des décrets du gouvernement mentionnés au paragraphe 4°, lesquels sont publiés exclusivement en version française, l'édition anglaise de la *Gazette officielle du Québec* contient le texte anglais intégral des documents mentionnés plus haut.

Tarif*

1. Abonnement annuel :

	Version papier	Internet
Partie 1 « Avis juridiques » :	189 \$	166 \$
Partie 2 « Lois et règlements » :	258 \$	223 \$
Part 2 « Laws and Regulations » :	258 \$	223 \$

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 9,72 \$.
3. Téléchargement d'un document de la *Gazette officielle du Québec*, Partie 2 version Internet : 6,87 \$.
4. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,31 \$ la ligne agate.
5. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 0,87 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 190 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette version doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 644-7794
Télécopieur : 418 644-7813
Internet : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Abonnements

Internet : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Imprimé :

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : 418 643-6177
Sans frais : 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières**Page**

Projets de règlement

Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Soustraction de certains régimes de retraite à l'application de la Loi	5623A
--	-------

Projets de règlements

Projet de règlement

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(L.R.Q., c. R-15.1)

Soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Règlement modifiant le Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a essentiellement pour objectif de soustraire certains régimes de retraite de Kruger Inc. à l'application de certaines dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Geneviève Chabot, Régie des rentes du Québec, Place de la Cité, 2600 boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 4T3 (tél. : 418 657-8732 poste 3176; télécopieur : 418 659-8983; courriel : genevieve.chabot@rrq.gouv.qc.ca).

Toute personne qui a des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai susmentionné, à monsieur Denys Jean, président-directeur général de la Régie des rentes du Québec, à Place de la Cité, 2600 boulevard Laurier, 5^e étage, Québec (Québec) G1V 4T3. Ces commentaires seront communiqués par la Régie à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, chargée de l'application de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

*La ministre de l'Emploi et
de la Solidarité sociale,*
JULIE BOULET

Règlement modifiant le Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(L.R.Q., c. R-15.1, a. 2, 2^e et 3^e al.)

1. Le Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (c. R-15.1, r. 8) est modifié par l'insertion, après l'article 14.8, de la section suivante :

« SECTION III.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LE FINANCEMENT DE CERTAINS RÉGIMES DE RETRAITE DE KRUGER INC.

14.9. La présente section s'applique à l'égard des régimes de retraite suivants :

1^o le Régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de Kruger Inc., enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec sous le numéro 7300;

2^o le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Inc. Bromptonville, enregistré sous le numéro 20637;

3^o le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Inc. Trois-Rivières, enregistré sous le numéro 25451;

4^o le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Wayagamack Inc., enregistré sous le numéro 31885;

5^o le Régime de retraite des employés cadres et non-syndiqués de Kruger Wayagamack Inc., enregistré sous le numéro 31889.

14.10. Malgré l'article 39 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1), l'employeur doit, au cours de chaque exercice financier du régime de retraite se terminant entre le 30 décembre 2010 et le 1^{er} janvier 2013, verser une cotisation patronale qui, ajoutée aux cotisations salariales, égale au moins la somme des montants suivants :

1^o le montant de la cotisation d'exercice établie conformément aux articles 138 et 139 de la Loi;

2^o le montant obtenu en multipliant par le pourcentage suivant la cotisation d'équilibre déterminée relativement au déficit actuariel de solvabilité établi conformément au deuxième alinéa, en supposant que la période d'amortissement est de cinq ans :

a) 17 %, en ce qui concerne le Régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de Kruger Inc., enregistré sous le numéro 7300;

b) 34 %, en ce qui concerne le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Inc. Bromptonville, enregistré sous le numéro 20637;

c) 42 %, en ce qui concerne le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Inc. Trois-Rivières, enregistré sous le numéro 25451;

d) 43 %, en ce qui concerne le Régime de retraite des employés syndiqués de Kruger Wayagamack Inc., enregistré sous le numéro 31885;

e) 35 %, en ce qui concerne le Régime de retraite des employés cadres et non-syndiqués de Kruger Wayagamack Inc., enregistré sous le numéro 31889.

3^o la cotisation d'équilibre spéciale prévue à l'article 14.12 exigible au cours de l'exercice.

Pour l'application du paragraphe 2 du premier alinéa et malgré l'article 130 de la Loi, le déficit actuariel de solvabilité correspond, à la date d'une évaluation actuarielle du régime de retraite, à l'excédent du passif du régime, établi conformément au troisième alinéa, sur l'actif du régime, établi conformément à l'article 123 de la Loi.

Pour l'application du deuxième alinéa, le passif doit être égal à la somme des valeurs suivantes :

1^o celle des engagements nés du régime en supposant qu'il se termine à la date de l'évaluation;

2^o celle des engagements résultant d'une modification du régime considérée pour la première fois à la date de l'évaluation et intervenue avant le 31 décembre 2009, cette valeur étant calculée en faisant l'hypothèse que la date de prise d'effet de telle modification est celle de l'évaluation.

14.11. Malgré l'article 130 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1), aucun déficit actuariel de modification n'est déterminé à l'égard d'une modification intervenue entre le 30 décembre 2009 et le 1^{er} janvier 2013 lors d'une évaluation actuarielle d'un régime de retraite.

14.12. Malgré l'article 132 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1), dans le cas où, par suite d'une modification intervenue entre le 30 décembre 2009 et le 1^{er} janvier 2013, une évaluation actuarielle détermine la valeur des engagements supplémentaires d'un régime de retraite, une cotisation d'équilibre spéciale est établie.

Cette cotisation correspond à la plus élevée de la valeur de ces engagements supplémentaires établie selon l'approche de solvabilité ou de leur valeur établie selon l'approche de capitalisation.

La cotisation d'équilibre spéciale doit être versée dès qu'est transmis à la Régie le rapport relatif à l'évaluation actuarielle prenant la modification en considération pour la première fois. S'y ajoutent les intérêts courus, s'il y a lieu, depuis la date de l'évaluation, calculés au taux visé par l'article 48 de la Loi.

14.13. Pour les exercices financiers se terminant entre le 30 décembre 2010 et le 1^{er} janvier 2013, un régime de retraite visé par le présent règlement est soustrait à l'application de l'article 42.1 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1). Cependant, les dispositions de la présente section n'ont pas pour effet d'invalider une lettre de crédit fournie avant le 22 décembre 2011.

14.14. Kruger Inc. est solidairement responsable avec Papiers de publication Kruger Inc. quant aux engagements nés d'un régime de retraite visé aux paragraphes 1 à 3 de l'article 14.9 au titre des services effectués avant le 1^{er} janvier 2010.

En outre des informations prescrites à l'article 14 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1), le texte du régime doit contenir la mention de ce qui est prévu aux premier, cinquième et sixième alinéas.

Dans le cas où Kruger Inc. cède ou aliène la totalité ou une partie de ses biens, et ce, tant que le degré de solvabilité moyen pondéré des régimes de retraite visés à l'article 14.9 demeure inférieur à 90 %, à moins que Kruger Inc. ne fournisse une autre garantie suffisante, aucun dividende ne sera versé provenant du produit d'une telle cession ou aliénation et Kruger Inc. ne procédera à aucune distribution du tel produit quelle qu'elle soit incluant :

1^o la déclaration ou le paiement de tout autre dividende, le rachat d'actions ou autres valeurs mobilières;

2^o le remboursement de toute avance ou prêt aux actionnaires de Kruger Inc.;

3^o la déclaration de tout boni ou autre forme de paiement aux actionnaires;

Kruger Inc. ou toute société contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc. peut racheter tout capital-actions et verser des dividendes sur toute catégorie d'actions détenue par une société d'État, notamment :

1^o suite à la conversion de prêts consentis par une société d'État à toute société contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc. en actions de toute catégorie de Kruger Inc.;

2^o suite à la conversion d'actions de toute société contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc. en actions de toute catégorie de Kruger Inc.

Kruger Inc. est libéré de la responsabilité solidaire à l'égard d'un régime de retraite visé aux paragraphes 1 à 3 de l'article 14.9 si :

1^o le régime devient solvable eu égard aux engagements visés au premier alinéa;

2^o un expert externe, dont les frais sont assumés par Kruger Inc., désigné et mandaté par la Régie, démontre que l'employeur est en mesure d'assumer les obligations relatives au régime lorsque, selon le cas :

a) il y a fusion de Papiers de publication Kruger Inc. avec une société qui n'est pas contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc.;

b) le transfert des actions de Papiers de publication Kruger Inc. est effectué à une société qui n'est pas contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc.;

c) le transfert d'un régime est effectué à une société qui n'est pas contrôlée directement ou indirectement par Kruger Inc.

Dans le cas prévu au sous-paragraphes *c* du paragraphe 2 du cinquième alinéa, Kruger Inc. est libéré de la responsabilité solidaire à l'égard d'un régime de retraite visé aux paragraphes 1 à 3 de l'article 14.9 s'il verse au régime une somme qui correspond à la différence entre les cotisations d'équilibre qu'il aurait dû verser en vertu de la Loi et celles qu'il a versées en application des dispositions de la présente section. Cette somme ne peut excéder le montant requis pour que la partie du régime relative aux engagements prévus au premier alinéa soit solvable.

14.15. L'actif et le passif d'un régime de retraite visé à l'article 14.9 ne peut faire l'objet d'une fusion dans un même régime de retraite de la totalité ou d'une partie de l'actif et du passif d'un autre régime de retraite, qu'il soit visé ou non à l'article 14.9.

14.16. Malgré l'article 118, tel qu'il se lisait le 31 décembre 2009, un régime de retraite visé à l'article 14.9 doit faire l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2009.

14.17. Pour l'application de la présente section, le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (c. R-15.1, r. 6) doit se lire :

1^o en remplaçant le paragraphe 4 de l'article 4.4 par le suivant :

« 4^o la cotisation d'équilibre spéciale déterminée en application de l'article 132 de la Loi ou de l'article 14.12 du Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (c. R-15.1, r. 8); »;

2^o en remplaçant le paragraphe 1 de l'article 59.0.2 par le suivant :

« 1^o le degré de solvabilité du régime de retraite établi à la date de la dernière évaluation actuarielle de tout le régime; ».

14.18. Le rapport relatif à l'évaluation actuarielle du régime de retraite doit, en plus de satisfaire aux exigences des articles 4 à 5.4 du Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (c. R-15.1, r. 6), contenir les renseignements suivants :

1^o les mensualités relatives à la cotisation d'équilibre déterminée au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 14.10;

2^o le montant du déficit actuariel de solvabilité établi conformément au deuxième alinéa de l'article 14.10.

Si le rapport relatif à une évaluation actuarielle a été transmis à la Régie sans qu'il soit tenu compte des renseignements requis au premier alinéa, le rapport doit être modifié ou remplacé.

14.19. Malgré le paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 119 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1) tel qu'il se lisait le 31 décembre 2009, et malgré le paragraphe 1 du premier alinéa de cet article, un comité de retraite a jusqu'au (*indiquer ici la date qui suit de 6 mois la date de la publication du présent règlement à la Gazette officielle du Québec*)

pour transmettre à la Régie le rapport relatif à une évaluation actuarielle d'un régime de retraite visé à l'article 14.9 produit conformément aux dispositions de la présente section et dont la date est postérieure au 30 décembre 2009 et antérieure au 1^{er} janvier 2012.

Les droits prévus au quatrième alinéa de l'article 14 du Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (c. R-15.1, r. 6) à l'égard d'un rapport visé au premier alinéa sont versés à la Régie pour chaque mois complet de retard à compter du (*indiquer ici la date qui suit de 6 mois la date de la publication du présent règlement à la Gazette officielle du Québec*).

14.20. L'exercice financier d'un régime de retraite visé à l'article 14.9 correspond à l'année civile.

14.21. Les dispositions de la présente section, à l'exception de l'article 14.19, cessent de s'appliquer à un régime de retraite visé à l'article 14.9 à compter de la première des dates suivantes :

1° celle de la première évaluation actuarielle qui montre que le régime est solvable;

2° celle qui correspond à la date de fin d'un exercice financier et qui est fixée dans un écrit donnant instruction à cet effet, lequel est transmis au comité de retraite et à la Régie, par l'employeur partie au régime, avant la date de fin de cet exercice financier;

3° le 31 décembre 2012. ».

2. Le présent règlement ne constitue pas un règlement visé par le troisième alinéa de l'article 230.0.0.9 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1).

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, il a effet depuis le 31 décembre 2009.

Index

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

	Page	Commentaires
Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Soustraction de certains régimes de retraite à l'application de la Loi (L.R.Q., c. R-15.1)	5623A	Projet
Soustraction de certains régimes de retraite à l'application de la Loi (Loi sur les régimes complémentaires de retraite, L.R.Q., c. R-15.1)	5623A	Projet

